

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 28 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC COLIBRI

Lieu-dit Misengrain
Noyant la Gravoyère
49520 Segré-En-Anjou Bleu

Références : N3-2025-0609
Code AIOT : 0006304774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement EPC COLIBRI implanté 8 Rue Pierre et Marie Curie ZAC de la Noë Bachelon 44430 Le Loroux-Bottereau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite est d'échanger sur l'état d'avancement des actions mises en place suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20-08-2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC COLIBRI
- 8 Rue Pierre et Marie Curie ZAC de la Noë Bachelon 44430 Le Loroux-Bottereau
- Code AIOT : 0006304774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EPC COLIBRI exploite, depuis mai 2022, sur le site du Loroux-Bottereau, des installations de tri / transit / traitement de déchets non dangereux et de déchets inertes ainsi qu'une déchetterie professionnelle.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suites de l'APMD du 20-08-2021 - Confinement des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
4	État des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de l'APMD du 20-08-2021 - Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, articles 1 et 2	Sans objet
3	Suites de l'APMD du 20-08-2021 - Gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 3	Sans objet
6	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
7	Application de l'AM du 22-12-2023	Arrêté Ministériel du 22/12/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que les actions mises en place permettent de répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20-08-2021 excepté sur le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. En effet, la solution envisagée par l'exploitant initialement n'a pas pu être mise en œuvre. Il étudie donc actuellement la mise en place d'une solution alternative.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois

accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suites de l'APMD du 20-08-2021 - Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, articles 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de protection
Prescription contrôlée : Article 1 : Respect des dispositions de l'article I.3 de l'arrêté préfectoral du 31-01-2008 en réalisant des emplacements spécifiques et une séparation des stockages de palettes, bois d'œuvre, bois de démolitions et bois végétaux. Article 2 : Respect des dispositions des articles III.1.4 et III.4 (second alinéa) de l'arrêté préfectoral du 31-01-2008 en diminuant la quantité totale des déchets « ultimes » (non dangereux non inertes, autres que du bois) présente sur le site en dessous du seuil de 90 m ³ et en stockant ce type de déchets uniquement dans le local réservé à cet usage.
Constats : Lors de l'inspection du 04-01-2024, il a été constaté que du fait des travaux de modernisation en cours, certains stocks de déchets n'étaient pas suffisamment éloignés les uns des autres (en particulier, les déchets de bois A et de bois B) afin de limiter les risques de propagation d'un incendie. Depuis, les travaux d'imperméabilisation de la plate-forme de stockage des déchets non inertes ont été finalisés ; ceci a permis de réorganiser les stockages et de séparer les différents stockages d'une distance suffisante ou par des murs de séparation en béton. La visite n'a pas mis en évidence de nouvel écart sur ce point. L'inspection des installations classées a, cependant, rappelé que les stockages extérieurs de déchets combustibles doivent être situés à une distance d'au moins 10 mètres des bâtiments, ce qui n'était pas le cas pour certains stockages d'huisseries usagées. Par ailleurs, les quantités de déchets non dangereux stockés sous le auvent étaient relativement faibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera de l'éloignement des stockages de déchets combustibles à une distance d'au moins 10 mètres des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Suites de l'APMD du 20-08-2021 - Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Article 4 : Respect des dispositions de l'article VIII.9.4 de l'arrêté préfectoral du 31-01-2008 en installant un dispositif de confinement étanche aux produits collectés permettant de retenir les eaux d'extinction sur le lot n°116
Constats : Afin de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie, l'exploitant envisageait la création d'un bassin étanche d'un volume utile de 800 m ³ pour la collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie localisé au niveau de la Noue centrale. Or, l'exploitant n'a pas obtenu l'accord de la communauté de communes, propriétaire des terrains, pour réaliser ces travaux.

Depuis, il étudie une nouvelle possibilité d'implantation de ce bassin sur le site. L'exploitant s'est engagé, lors de la visite, à mettre en place ce bassin d'ici la fin de l'année 2025.

Actuellement, il est possible d'isoler les réseaux de collecte des eaux afin de confiner les eaux sur le site. La fermeture de la vanne d'isolement a été testée lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place, dans les meilleurs délais, un dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie d'un volume utile minimal de 800 m³. Il précisera l'échéancier de mise en oeuvre. Les documents justifiant l'état d'avancement des travaux seront transmis à l'inspection des installations classées (bons de commande, ...).

Dans l'attente, les modalités d'isolement des réseaux de collecte des eaux seront spécifiées dans une procédure ; les volumes d'eau susceptibles d'être confinés sur site seront évalués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Suites de l'APMD du 20-08-2021 - Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Respect des dispositions de l'article V.3.1 (5ème alinéa) de l'arrêté préfectoral du 31-01-2008 en installant un dispositif de décantation et séparation à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement issues du lavage des roues de camions.

Constats :

Lors de l'inspection du 04-01-2024, il a été constaté le respect des dispositions de l'article 3 de l'APMD du 02-08-2021.

Depuis, des modifications ont été apportées aux modalités d'accès au site. En effet, les véhicules n'accèdent plus directement à la plate-forme de déchets inertes ; tous les véhicules transitent par l'accès principal qui a été réaménagé avec la mise en place de 2 ponts-bascules. L'exploitant a donc précisé que le dispositif de lavage des roues n'était donc plus utilisé.

La plate-forme de stockage de déchets non dangereux a été, en grande partie, imperméabilisée ; restent 2 zones : une zone entre les 2 bâtiments et une zone réservée pour le bassin de confinement des eaux.

Les eaux collectées sur cette plate-forme sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures mis en place en 2024.

L'entretien de ce dernier a été réalisé les jours précédant l'inspection. Des analyses des eaux ont été réalisées en 02-2025 dans la Noue en amont et en aval du rejet, du fait de l'absence d'écoulement d'eau le jour du prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera que le prochain contrôle des rejets d'eaux pluviales est réalisé à partir d'un prélèvement effectué au niveau du point de rejet en aval du séparateur à hydrocarbures.

Il précisera s'il envisage de finaliser les travaux d'imperméabilisation de la plate-forme et dans l'affirmative, dans quel délai.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : En complément du registre prévu à l'article L541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks des déchets entreposés sur le site au 06-05-2025. Les volumes stockés sont inférieurs aux quantités maximales fixées à l'article 3-2-2 de l'AP du 07-07-2022. Il a été rappelé que cet état des stocks doit être mis à jour au moins de manière hebdomadaire en application de l'article 10 de l'AM du 22-12-2023 (qui est applicable depuis le 01-01-2025). L'exploitant a précisé qu'il peut générer l'état des stocks à tout moment ; cependant, ceci nécessite la réalisation de quelques opérations informatiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour hebdomadairement l'état des déchets stockés sur le site. Cet état des stocks est accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. (...) Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [Liste des points].
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de défense incendie établi pour le site. Le plan présenté ne précise pas suffisamment certains points, en particulier, les points suivants : - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - le plan des réseaux de collecte des eaux localisant, en particulier, les moyens d'isolement ; - les modalités de mise à disposition de l'état de stocks et des fiches de données de sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le plan de défense incendie du site, en s'assurant la présence de l'ensemble des éléments figurant à l'article 5 de l'AM du 22-12-2023 (en particulier, les points précisés ci-dessus). Le plan de défense incendie mis à jour est transmis au service d'incendie et de secours et mis à disposition à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 ^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. (...)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice de défense contre l'incendie réalisé le 10-02-2023 avec extinction d'un départ de feu avec un extincteur et rappel des consignes. L'inspection des installations classées a précisé que les exercices de défense contre l'incendie permettent de tester l'opérationnalité des différentes mesures définies dans le plan de défense incendie (alerte des secours, accueil des secours, isolement des réseaux, présentation de l'état des stocks, ...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant testera l'ensemble des mesures définies dans le plan de défense incendie lors de prochains exercices de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Application de l'AM du 22-12-2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de protection
Prescription contrôlée : Article 3 : (...) Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. (...). Article 4 : (...) L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : (...).
Constats : L'arrêté ministériel du 22-12-2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des ICPE renforce les prescriptions relatives au risque d'incendie. Certaines dispositions rappelées ci-dessus sont applicables au 01-01-2026. Lors de la visite, les échanges ont porté sur la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions. L'exploitant a, en particulier, précisé qu'il étudie actuellement les dispositifs de détection d'incendie complémentaires qui pourraient être mis en place sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite